

Compte rendu du Conseil Municipal **Lundi 10 décembre 2018**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, Maire.

Date de la convocation : 6 décembre 2018

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 11
Votants : 10

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, C. Mathieu, S. Mazenc-Nehr.
MM. JF Ravot, P. Chigiato, G. Duraffourg, C. Saitta, T. Leyvraz, P. Tissot.

Absents : R. Letscher.

Secrétaire de séance : MP. Girod

Début de la séance : 20 heures

I - Approbation du compte-rendu de la séance du 12 novembre 2018

Approuvé à l'unanimité

II - DELIBERATIONS :

1. Décision budgétaire modificative n° 2

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances informe le Conseil Municipal que diverses évolutions des besoins budgétaires rendent nécessaire de modifier les ouvertures de crédits budgétaires en dépense et en recette comme détaillé dans le tableau annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu ses délibérations budgétaires antérieures pour l'exercice 2018 ;

Considérant que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements en section d'investissement ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative n° 2 pour l'exercice 2018 ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications d'ouverture de crédits conformément au tableau annexe et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette décision modificative du budget 2018.

Approuvé à l'unanimité

2. Sécurisation Route de Prost – Dotation territoriale 2019

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation aux Finances rappelle au Conseil Municipal le projet de sécurisation de la Route de Prost.

En effet, la Route de Prost est à la fois au centre de la commune, au cœur de sa problématique de développement, et un enjeu capital de sécurisation des déplacements car elle constitue l'axe principal desservant Gex et son environnement direct, depuis Saint Genis Pouilly et la Suisse.

Son trafic de plus de 12 000 véhicules par jour est en constante augmentation avec un important trafic de poids lourds auquel s'ajoutent des lignes de bus scolaire et SNCF.

Son tracé assez rectiligne n'incite que trop peu les automobilistes à la prudence et elle dessert directement de nombreuses propriétés, voiries secondaires et chemins privés. Les enfants fréquentant les écoles de la commune

empruntent quotidiennement les trottoirs étroits de la route de Flies, de la rue St Maurice et de la route de Prost où la marche est dangereuse.

Le trafic pendulaire occasionne de nombreux ralentissements et des embouteillages aux heures de pointe.

Afin de compléter le dossier de demande de dotation territoriale pour cette opération, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Dépenses		Recettes	
Travaux	493'200 €	Dotation territoriale	75'000 €
Maitre d'œuvre	28'304 €	Region	
		Emprunt	400'000 €
		Autofinancement	46'504 €
TOTAL HT	521'504 €		521'504 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement tel que présenté ci-dessus et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'octroi de la dotation territoriale sollicitée dans le cadre de cette opération.

Approuvé à l'unanimité

3. Autorisation du Maire à engager, liquider et mandater dépenses d'investissement de l'exercice 2019

Dans l'attente du vote du budget 2019, la commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2018.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement du premier trimestre 2019, et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2018.

Les dépenses concernées sont les suivantes :

	BP 2018	25 %	Autorisation
2135 / 21 op 71 PROG ANNUEL	100'000 €	25'000 €	25'00 €
2135 / 21 op 88 ECOLE	125'000 €	31'250 €	31'250 €
2315 / 23 op 108 ROUTE PROST	395'200 €	98'800 €	98'800 €
2313 / 23 op 120 MAISON ASSOCIATIONS	50'000 €	12'500 €	12'500 €
TOTAL	670'200 €	167'550 €	167'550 €

Les crédits autorisés sont obligatoirement inscrits au budget primitif.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2019 dans la limite des crédits repris ci-dessus avant le vote du budget primitif 2019.

Approuvé à l'unanimité

4. Dissimulation du réseau ORANGE – Chemin du Moulin

Madame le Maire-Adjoint en charge des Travaux présente à l'assemblée le devis et la convention de la Société ORANGE concernant la dissimulation des réseaux d'ORANGE à Chevry, Chemin du Moulin.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application de la convention pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques d'ORANGE établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité, signée le 18 mai 2006 entre le SIEA et ORANGE.

La participation financière de la commune s'élève à **390,68 €**.

- Il est proposé au Conseil Municipal, d'approuver le coût de ces travaux pour un montant de 390 ,68 € et dire que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019, et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ces Adjointes délégués à signer le devis validant ces travaux, la convention correspondante ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et ORANGE.

Approuvé à l'unanimité

5. SIEA – Eclairage public extension et modernisation au Chemin du Moulin

Madame le Maire-Adjoint en charge des Travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet détaillé de l'éclairage public « Chemin du Moulin de Vèraz » « Luminaires avec source LED », plan de financement à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN. La part restant à la charge de la commune s'élève à 3 465,26 €.

Plan de financement

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	18 500,00 €
Soit montant H.T.	15 416,67 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	8 238,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5	12 000,00 €
Participation du Syndicat	3 707,10 €
Article 5	8 292,90 €
Fonds de compensation de TVA	3 034,74 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune (à inscrire au compte 6554 – Contributions aux organismes de regroupement – Section de fonctionnement-Dépenses) (Appel de fonds de 85% du montant de cette dépense dès réalisation de l'ordre de service à l'entreprise)	3 465,26 €
Total :	18 500,00 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Cette solution d'éclairage LED a été approuvée par la Commission Travaux réunie le 27 novembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter le plan de financement de cette opération, de dire que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019 et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ces Adjointes délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

Approuvé à l'unanimité

6. Convention avec le Département – Travaux sécurisation Naz-Dessous

Madame le Maire-Adjoint en charge des Travaux rappelle à l'assemblée le projet de sécurisation de la traversée de Naz-Dessous. S'agissant de travaux situés dans l'emprise du domaine public routier départemental, il convient d'établir une convention précisant les engagements respectifs du Département de l'Ain et de la Commune de Chevry.

Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation des travaux d'aménagement de sécurité sur la RD 89 dans la traversée de Naz-Dessous, de la route du Creux de Naz à la route du pont de l'Allondon. Il est rappelé que ces travaux consistent essentiellement en l'implantation de coussins lyonnais en béton sur 3 zones.

Le financement de l'opération d'investissement est assuré par la Commune tout comme les charges d'entretien, d'exploitation et de fonctionnement de l'aménagement. Pour sa part, le Département de l'Ain assurera les charges d'entretien et de fonctionnement relatives aux chaussées, hors coussins.

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux soumet à l'approbation de l'assemblée ladite convention. Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter les termes de la convention avec le Département de l'Ain concernant les travaux de sécurisation de la traversée de Naz-Dessous et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Approuvé à l'unanimité

7. Avis de la Commune sur l'évolution de la CCPG en communauté d'agglomération

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal :

- qu'aux termes de sa délibération n° 2018.00275 du 27 septembre 2018, le Conseil communautaire a fait le constat que la Communauté de communes du Pays de Gex exerce déjà les compétences fixées pour une communauté d'agglomération au sens des articles L.5211-41 et L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales et qu'elle peut donc se transformer en communauté d'agglomération sous réserve qu'elle remplisse les conditions de création,
- que ces conditions sont remplies puisque l'unité urbaine formée par les communes de Gex (11.949 hab.) et Cessy (4.934 hab.) permet de satisfaire aux conditions fixées par l'article L.5216-1 du Code général des collectivités territoriales.

L'ambition de cette évolution est, sans aucune autre conséquence sur l'organisation administrative de l'EPCI, d'affirmer la position de l'intercommunalité du Pays de Gex dans son environnement institutionnel ainsi que de renforcer voire de développer les coopérations existantes au bénéfice de moyens d'intervention accrus.

Elle s'appuie sur l'important travail de réflexion conduit durant le premier semestre qui a permis à l'ensemble des maires et des représentants des communes membres de s'exprimer sur :

- l'ambition et le rôle de l'intercommunalité ;
- le lien commune-communauté et la mobilisation des élus ;
- les plans pluriannuels d'investissement et la solidarité territoriale.

Aux termes de l'article L.5211-41 du Code général des collectivités territoriales « le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification au maire de la délibération de l'organe délibérant pour se prononcer sur la transformation proposée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. »

La délibération n° 2018.00275 du 27 septembre 2018 du Conseil communautaire a été notifiée par LRAR le 4/10/2018.

Aussi Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à se prononcer sur l'évolution de la Communauté de communes du Pays de Gex en communauté d'agglomération.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'évolution de la Communauté de communes du Pays de Gex en communauté d'agglomération.

Approuvé à la majorité (8 Pour et 2 abstentions)

8. Avis de la Commune sur la rédaction des statuts accompagnant l'évolution de l'intercommunalité en communauté d'agglomération

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que par délibération n° 2018.00275 le Conseil communautaire a approuvé, à la majorité, l'évolution de la Communauté de communes du Pays de Gex en communauté d'agglomération.

Il indique à l'assemblée que cette évolution a d'ores et déjà été approuvée par la majorité qualifiée des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (2/3 représentant plus de la moitié de la population).

Il précise cependant que, si l'intercommunalité exerce déjà les compétences obligatoires et au moins trois des sept compétences optionnelles d'une communauté d'agglomération (cf. tableau comparatif joint), la rédaction actuelle des statuts, qui résulte des évolutions successives du périmètre des compétences exercées, nécessite une réécriture qui réponde aux objectifs suivants :

-
- rédaction conforme au Code général des collectivités territoriales (Art. L5216-5) pour les compétences obligatoires et optionnelles (Art 7.1.1 à 7.2.6 du projet joint) afin d'en garantir la lisibilité ;
 - pérennité des compétences facultatives déjà exercées par l'intercommunalité (Art. 7.3.1 à 7.3.6 du projet) en procédant au retrait des compétences facultatives suivantes qui seront désormais exercées au titre d'une compétence obligatoire ou optionnelle de la communauté d'agglomération ;
 - compétence facultative **Transports**, exercée désormais au titre de la compétence obligatoire **Aménagement de l'espace communautaire** (Art. 7.1.2, al.4 du projet) ;
 - compétence facultative **Création, aménagement et gestion de la voirie d'intérêt communautaire**, exercée désormais au titre de la compétence optionnelle **Voirie et parcs de stationnement** (Art. 7.2.1 du projet) ;
 - compétence facultative **Insertion professionnelle**, exercée désormais au titre de la compétence obligatoire **Politique de la ville** (Art. 7.1.4, al.2 du projet) ;
 - compétence facultative **Sécurité et prévention de la délinquance**, exercée désormais au titre de la compétence obligatoire **Politique de la ville** (Art. 7.1.4, al.2 du projet), Point d'accès au droit et Maison de la justice et du droit exclus ;
 - compétence facultative **Coordination et soutien aux actions en faveur du secteur agricole, en liaison avec les acteurs publics et privés, notamment la chambre d'agriculture et la SAFER**, exercée désormais au titre de la compétence obligatoire **Développement économique** (Art. 7.1.1., al.1 du projet) ;
 - pérennité du périmètre des compétences exercées par la communauté de communes en reprenant au titre des compétences facultatives de la communauté d'agglomération les aspects non couverts par la rédaction formelle de ses compétences obligatoires ou optionnelles ;
 - **Coopération transfrontalière** (Art. 7.3.7 du projet), que ne permet pas d'inclure la compétence obligatoire **Aménagement de l'espace communautaire** (Art. 7.1.2 du projet) comme en disposait la compétence Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire de la communauté de communes ;
 - **Politique foncière** (Art. 7.3.8 du projet), que ne permet pas d'inclure la compétence obligatoire **Aménagement de l'espace communautaire** (Art. 7.1.2 du projet) comme en disposait la compétence Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire de la communauté de communes ;
 - **Point d'accès au droit et Maison de la justice et du droit** (Art. 7.3.9 du projet), que ne permet pas d'inclure la compétence obligatoire **Politique de la ville** (Art. 7.1.4 du projet) comme en disposait la compétence Sécurité et prévention de la délinquance de la communauté de communes ;
 - **Gestion des eaux pluviales urbaines dans les conditions prévues à l'article L2226-1 du Code général des collectivités territoriales étendue aux eaux pluviales non urbaines dites de ruissellement** (Art. 7.3.10 du projet), que ne permet plus d'inclure la compétence optionnelle **Assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales** (Art. 7.2.2 du projet) au titre des dispositions de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;
 - **Politiques environnementales** (Art. 7.3.11 du projet), que ne permet pas d'inclure la compétence optionnelle **Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie** (Art. 7.2.3 du projet) comme en disposait la compétence Protection et mise en valeur de l'environnement de la communauté de communes ;
 - **Gestion de la réserve naturelle nationale de la Haute Chaîne du Jura** (Art. 7.3.12 du projet), que ne permet pas d'inclure la compétence optionnelle **Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie** (Art. 7.2.3 du projet) comme en disposait la compétence Protection et mise en valeur de l'environnement de la communauté de communes ;
 - traitement distinct des délibérations portant définition de l'intérêt communautaire (Art 7 bis du projet), ces délibérations répondant à des règles d'adoption spécifiques (Art. L5216-5, III° du Code général des collectivités territoriales) qui n'emportent pas modification statutaire.

Élaborée en liaison avec les services de l'État, la rédaction ainsi proposée correspond aux engagements pris lors des débats qui ont accompagné la décision de voir évoluer l'intercommunalité en communauté d'agglomération, à savoir le strict maintien du périmètre des compétences exercées et donc la continuité garantie des politiques publiques intercommunales.

Elle ne remet pas en cause les politiques contractuelles auxquelles l'EPCI est déjà partie.

Dans la continuité de l'approbation de l'évolution en communauté d'agglomération, cette rédaction gagnera à être adoptée par les conseils municipaux des communes membres à la majorité qualifiée.

Aussi, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la rédaction proposée telle que jointe en annexe et telle qu'elle a été portée à l'ordre du jour du Conseil communautaire du 29 novembre 2018 aux fins d'être délibérée puis notifiée à chacun des maires afin que les conseils municipaux des communes membres puisse formuler leur avis en perspective d'une évolution en communauté d'agglomération dès le 1^{er} janvier 2019.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la rédaction des statuts accompagnant l'évolution de l'intercommunalité en communauté d'agglomération.

Approuvé à l'unanimité

9. Achat d'un véhicule pompiers

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de remplacer le véhicule de secours du CPI de Chevy tombé en panne il y a quelques semaines.

Monsieur le Maire informe de la dissolution du CPINI de Péronnas et de la création du CIS Seillon regroupant les CPINI de Péronnas et Saint Denis les Bourg depuis le 1^{er} juillet 2018. Du fait de l'intégration du CIS dans l'organisation du SDIS de l'Ain, certains véhicules ne peuvent plus être utilisés, d'où la mise en vente de deux d'entre eux, un VTU et un VPI Peugeot Boxer, qui ont passé tous deux avec succès le contrôle technique.

La mairie de Péronnas a lancé un appel d'offres pour ces véhicules.

La commune de Chevy a fait une offre pour un montant de 7'500 € pour l'acquisition du VTU. Lors de l'ouverture des plis le 15/11/2018, pour le VTU, l'offre faite par Chevy a été retenue.

Les véhicules sont donc attribués comme suit :- le VTU à la commune de CHEVRY (01170) pour un montant de 7 500 €- le VPI à la commune de ST MARTIN DU MONT (01160) pour un montant de 24 000 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette transaction et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier et à procéder au règlement correspondant.

Approuvé à l'unanimité

10. Actes réglementaires budgétaires

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 2011 modifiant l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

Considérant que la collectivité de Chevy souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes réglementaires et budgétaires soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant que la télétransmission des actes budgétaires implique :

- le scellement du flux dans TotEM avant la télétransmission et le respect du format XML

-
- la télétransmission de l'ensemble des documents budgétaires afférents à un exercice à partir du premier document télétransmis
 - la complétude des actes budgétaires transmis
 - l'envoi concomitant, via Actes Réglementaire, de la délibération de l'organe délibérant et de la dernière page du document budgétaire signée par les membres de l'organe délibérant.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- décider de procéder à la télétransmission des actes réglementaires et budgétaires au contrôle de légalité ;
- donner son accord pour que le maire signe le contrat d'adhésion aux services BL ECHANGES SECURISES pour la télétransmission des actes réglementaires et budgétaires soumis au contrôle de légalité et la fourniture de certificat électronique RGS **;
- donner son accord pour que le maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de l'Ain, représentant l'Etat à cet effet ;
- désigner MME BUTEZ Delphine en qualité de responsable de la télétransmission.
M REKOWIEZ Gael

Approuvé à l'unanimité

11. Dénégement des particuliers, collectifs et copropriétés 2018

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la délibération du 10 octobre 2016 fixant le montant du déneigement, comme suit, par passage dans les lotissements privés suivants :

1.	Particuliers	16.00 €
2.	L'Hermitage	16,00 €
3.	La Ferme de la fontaine	24,00 €
4.	Lot.Mazzega Olivier	24,00 €
5.	Le Clos St Louis	24,00 €
6.	Les châtelets les Parking	24,00 €
7.	Copropriété F.Borgalli	24,00 €
8.	Copropriété Laburthe	24,00 €
9.	Résidences des Lys	24.00 €
10.	L'Aubier	24.00 €
11.	Lotissement Les Hutins de Vèraz	48.00 €
12.	Bellevue	48.00 €
13.	Les Jardins de Chevry	56.00 €
14.	Lot. Le Beau-Mont	56.00 €
15.	Les Châtelets	56.00 €
16.	Les terrasses de Chevry	56,00 €
17.	Lot. PRE VERT:	56,00 €
18.	ASL le Parc Mont Blanc	56,00 €
19.	Copropriété « Les Belles Vues »	56,00 €
20.	Lot. La Pièce :	120,00 €

Il informe des nouvelles demandes faites à ce jour :

- Copropriété « le Clos du Château ».

Monsieur le Maire Jean-François RAVOT demande à l'Assemblée de décider des tarifs applicables et propose au Conseil Municipal les tarifs suivants pour une convention d'une année :

- 1. Copropriété « le Clos du Château ».....48 €

Il est proposé au Conseil Municipal de décider d'appliquer ces tarifs à cette nouvelle copropriété.

Approuvé à l'unanimité

12. Convention de participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sport partie ESCO – Année 2019

Madame le Maire-Adjoint en charge des animations rappelle au Conseil Municipal l'engagement de la commune de Chevry à financer proportionnellement les frais de fonctionnement du stade du complexe sportif (ESCO) situé sur la commune d'Echenevex.

Pour rappel, le coût global de fonctionnement pour 2017 évalué par la commune d'Echenevex s'élève à 33'339.70 €.

Ce coût est réparti entre la commune d'Echenevex, Séigny et Chevry à proportion du nombre de licenciés à l'ESCO.

Pour Chevry, le montant 2017 est de 5'010.72 € pour 26 licenciés, soit 192.72 € par licencié.

Cette participation est révisée chaque année, en janvier, selon le budget de fonctionnement du complexe multisport, partie ESCO. Les effectifs pris en compte seront ceux du 31 décembre de l'année N-1.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter de renouveler la convention avec les communes d'Echenevex et de Segny concernant la participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sports, de la partie ESCO et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.

Approuvé à l'unanimité

13. Objet : Création de 4 postes d'agents recenseurs non titulaires pour l'enquête de recensement 2019

Madame le Maire-Adjoint en charge du recensement rappelle à l'assemblée la nécessité de créer de 4 emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement 2019 qui se dérouleront du 17 janvier au 16 février 2019,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Sur le rapport du maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, DECIDE

Le recrutement de **quatre emplois d'agents recenseurs**, pour la période allant de mi-janvier à mi-février.

Les agents recevront une rémunération sur la base de :

- 1,90 € par bulletin individuel (par habitant),
- 1,25 € par feuille de logement enquêté,
- 45€ brut par ½ journée de formation,
- 55€ brut au titre des frais divers

L'agent pourra percevoir une indemnité de fin de collecte de 330 euros.

Approuvé à l'unanimité

III - DIVERS :

o **Le Maire :**

- o Souhaite une première réunion de la « Commission Personnel ».
- o Une étude pour l'équilibre financier du Centre Bourg avec M. Gilles Bouvard de la SPL (société publique locale) est en cours.

Affaires à suivre :

- Le total de la taxe d'habitation sera plus élevé que prévu.
- La CFG serait en légère hausse malgré un nombre de frontaliers inférieur à celui attendu.
- Résultats des subventions demandées :
 - Cela est positif pour la Maison des Associations.
 - Et en attente pour l'Aménagement de la Route de Prost.
- Suite à l'effondrement de trois talus lors de l'excavation pour la construction de la maison de M. Gunès à La Pièce, des démarches ont été faites auprès de la sous-préfecture et de la préfecture.

○ **Guy Durauffourg :**

- Demande le nettoyage des fossés et le ramassage des feuilles.

Réponse MP Girod : A ce jour, 7 tonnes de feuilles ont déjà été ramassées par les services techniques qui poursuivent ce travail.

○ **Marie-Pierre Girod :**

- Pose la question de l'avenir de l'esplanade de la Salle des Fêtes.
Réponse : elle est destinée à rester un terrain de boules.
- Rappelle la commission généralisée du Lundi 17/12/18 à 18h30 avec M. JC Verpillat de BATIVERP pour les travaux à effectuer à l'école F. Dolto.

○ **Sophie Mazenc-Nehr :**

- Informe que 30 tablettes numériques seront déployées à l'école F. Dolto, fin janvier.
- La commune a reçu le Trophée de l'innovation remis par l'AMF de l'Ain (Association des Maires de France). La Poste a postulé pour la commune. La remise du Trophée aura lieu à Jujurieux le 11/12/18.

○ **Patrick Tissot :**

- Réparation de la chaudière des pompiers. Des devis sont en attente.
- L'assurance générale des pompiers sera prise en charge par la commune.

○ **Colette :**

- Lors de la fuite de gaz, chemin des Golettes, suite à l'arrachage de la conduite par un engin de chantier, le PCS (Plan Communal de Sauvegarde) a été activé :
 - Appel à GRDF
 - Services techniques en action
 - 19 maisons évacuées.
 - Mise à disposition de la Salle des Fêtes.
- Les frais engagés par les dommages sont à porter par celui qui les a créés. Voir avec un bureau de structure pour le passage de gros camions sur le petit pont.

Vœux du Maire le vendredi 4 janvier 2019 à 19 heures à la Salle des Fêtes.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21 h 20.